



## EDITO

Le scrutin professionnel du 20 octobre 2011 a placé la CGT Finances Publiques en tête des organisations syndicales qui siègeront dans les instances ministérielles à partir du 1er janvier 2012 et en très bonne position, voire plus, au plan local. Dans le département du Bas-Rhin, la section départementale CGT Finances Publiques, si elle n'est pas la première organisation syndicale, a progressé en nombre de voix et sera désormais réellement représentative en CAPL pour les collègues de la filière gestion publique dans les trois catégories.

La Cigogne remercie les sympathisants, les adhérents et les militants qui ont permis ce résultat.

Mais il serait bien naïf de croire que ces acquisitions de sièges en Commissions Paritaires et Comités Techniques locaux et nationaux constituent une victoire et un but en soi.

En confiant leur voix à la CGT Finances Publiques, nos collègues n'ont fait que nous doter d'outils pour mieux garantir et défendre leurs droits individuels et collectifs. La CGT s'y emploiera naturellement avec les convictions démocratiques et humanistes qui sont les siennes, et chaque agent des Finances Publiques peut compter sur nos militants pour veiller au respect de ses droits.

Mais, nous le savons, les véritables victoires sociales s'acquièrent au-delà des urnes. Elles se remportent par le nombre, par le mouvement collectif, par l'addition de chaque volonté individuelle. Souvenons-nous du mouvement des CPS en hiver 2010, à l'initiative des agents du CPS de Lille, soutenus et aidés par la CGT, quand nos collègues avec des taux de grévistes supérieurs à 80% ont obtenu satisfaction et ont vu la Direction Générale

accepter leurs revendications sur le temps de travail et sur leur prime.

Dans cette période de crise financière où les gouvernants, soumis au diktat de l'argent omnipotent, s'emploient à faire régler la note salée par les citoyens salariés et retraités déjà victimes depuis trois décennies du racket social de la finance, il nous faudra lutter. Il nous faudra lutter dans nos services pour garantir nos conditions de travail mais également dans notre vie privée pour préserver nos droits sociaux. Et les perspectives électorales de la présidentielle de 2012 n'y changeront pas grand-chose. Nous devons faire face à cette pensée unique qui tient l'argent et le profit au dessus de l'humain et de la qualité de vie et qui a contaminé la planète.

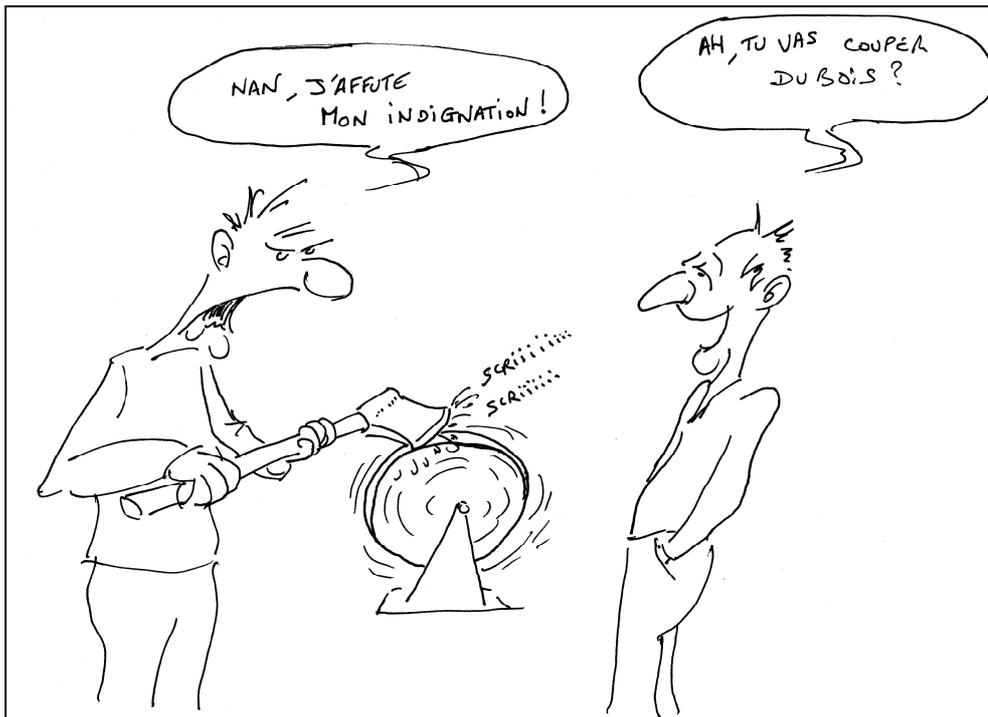
Ce libéralisme sauvage a déjà instillé l'indignation dans bien des têtes et fleurissent un peu partout dans le « monde riche » des mouvements qui contestent la curée financière.

N'attendons pas que l'indignation cède à la colère, ce qui ne manquera pas de se produire si nous n'agissons pas maintenant collectivement. Car c'est de la colère que naissent les émeutes et les révolutions que très vite personne n'est plus en mesure de canaliser et qui mènent inmanquablement vers des catastrophes humaines et sociétales.

**La Cigogne souhaite que le plus grand nombre d'entre nous se dédouane du fatalisme ambiant, oublie les leitmotiv « on n'y peut rien », « c'est comme ça » et s'engage dans les actions à venir, tant le plan national qu'international.**



Il est des constats qui sont navrants. Nous voici au 21<sup>e</sup> siècle, et dans le monde du commerce, cela fait belle lurette que l'on a intégré que si l'on voulait vendre, il était de toute première importance d'accueillir correctement le client. À la DRFiP, non ! On aurait naïvement pu penser qu'il allait résulter de la conjonction des expériences des accueils de l'ex-DGI et de l'ex-DGCP, des conceptions idéales de la réception du public dans notre administration fusionnée. Il n'en est rien ! À l'heure qu'il est, le trop nombreux public est moyennement satisfait, et les agents chargés de l'accueil dépérissent à vue d'œil. Est-il normal que les chefs de service soient journalièrement tenus de jouer les portiers ou les vigiles en fin de matinée ou en début de soirée, où, au moment de la fermeture, les couloirs restent noirs de monde. Car si les espaces sont souvent refaits à neuf, ils s'avèrent déjà trop petits et engendrent la grogne d'un public parfois agressif, voire exaspéré. Mais, le meilleur d'entre nous, n'a-t-il pas eu cette expression lapidaire « qu'importe que les structures d'accueil soient insuffisantes ou inconfortables, cela incitera les usagers à faire leurs demandes par internet ». Le DRFiP sait-il que de nombreuses personnes, jeunes ou vieilles, même en Alsace n'ont pas d'accès au net ?



Lors de cette réunion, la Cigogne ne savait pas s'il s'agissait là d'une galéjade, surtout venant du responsable du service public. Elle comprend mieux à présent. Et les agents dans tout ça ?

L'on se souvient qu'au siècle dernier, les agents affectés soit à l'accueil, soit au standard, bénéficiaient, et c'est tout à fait légitime, compte tenu du stress et de la complexité du poste, de petits aménagements horaires notamment. La hiérarchie de la DRFiP locale avancera que des locaux de repli « back office » ont été aménagés notamment au 35 avenue des Vosges, à l'intention des agents d'accueil. Certes, mais à quoi bon, si lesdits agents n'ont pas le loisir de s'y détendre ? Il convient d'y réfléchir sous peine

d'une désertion totale à brève échéance de ces agents, dont la bravitude et la patience sont remarquables. Quand l'administration fiscale comprendra-t-elle que les agents ne sont pas des robots, et qu'il est urgent de les motiver autrement qu'en paroles, même d'encouragements ?

### Visites

En septembre et octobre, la CGT Finances Publiques a rendu visite à la plupart des postes et services du département, pas tous hélas, mais d'autres visites sont planifiées. Outre le plaisir de rencontrer les collègues, d'apprécier l'accueil cordial qui nous a été réservé, et pour lequel nous les remercions encore, ces rencontres ont mis en relief des sentiments partagés par l'ensemble des personnels de toutes catégories et filières confondues.

D'abord, celui de ne plus disposer des moyens suffisants pour accomplir correctement leurs missions, du fait de la baisse endémique des effectifs, mais la liste des difficultés rencontrées est longue. De trop nombreux services ou trésoreries sont encore installés en plateaux, configuration qui, on le sait, génère fatigue et stress du fait du

bruit et du manque de confidentialité. Le manque de performance des outils informatiques a souvent été évoqué par nos collègues. Enfin, le nouveau site intranet Ulysse a fait l'objet de nombreuses critiques pour la complexité de son arborescence. L'arrêt de la diffusion des informations sociales et la disparition de la correspondante « retraite », ajoutés aux appels téléphoniques vers les services de la direction, qui trop souvent restent sans réponse, ont alimenté une impression d'abandon. Le mot « orphelin » a plusieurs fois été prononcé par les agents.

*La Cigogne assure que rien ne sera perdu de vue, et encore moins les cas particuliers difficiles que nous avons rencontrés, tels par exemple ceux des collègues confrontés à des charges de travail insurmontables, ou à l'obstruction de certains élus locaux. La liste n'est évidemment pas exhaustive.*

**A**u nombre des mesures d'austérité envisagées par le gouvernement libéral de François FILLON figurait à ce qu'on dit une seconde journée de solidarité. Ben voyons !!!

Sans aucun doute, ses copains industriels de tous poils, comme TOTAL, ELF et les autres avaient-ils l'intention de verser leurs recettes d'un jour pour les besoins de la cause ...

Que nos gouvernants se rassurent, le calendrier 2012 a anticipé en instaurant d'emblée une journée de travail supplémentaire ... le 29 février !

## SOMMAIRE

### Page 1 :

EDITO

### Page 2 :

Le CTPD est mort, Vive le CTL.

Le sens de l'orientation.

Oh la belle fil(l)e !

### Page 3 :

Erreurs récurrentes.

Visites.

### Page 4 :

Solidarité.

Sommaire.

De la com', de la com', de la com'.

## De la com', de la com', de la com'

**A**lors que la Cour des Comptes vient de pointer du doigt les dépenses somptuaires du gouvernement en matière de communication et particulièrement de commandes de sondages qui s'élèvent à environ 2 millions d'euros, à nouveau notre administration a demandé que ses agents soient sondés sur leurs conditions de travail.

La Cigogne en a les plumes qui se hérissent. Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre les organisations syndicales, et en premier lieu la CGT, tirent la sonnette d'alarme auprès des DRFiP et de la DGFIP pour dénoncer la dégradation scandaleuse des conditions de vie dans les services.

Dans ce cas, quel besoin éprouve donc la DGFIP de mettre en place un sondage ? Que peut-on en conclure ? Qu'il s'agit d'une opération de com' visant à montrer aux gents qu'on s'inquiète de leur sort ? Ou que les DRFiP ne font remonter à Bercy aucune information sur la question ? Dans tous les cas, la pratique est inutilement coûteuse et détestable, d'autant plus qu'on dérange les agents du panel dans leur intimité pendant leur temps libre; ce qui est proprement scandaleux.



*Une fois de plus La Cigogne engage les agents à refuser de répondre, gentiment par égard pour l'employé(e) de l'institut qui ne fait que son travail, mais fermement.*

### JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse Administrative :

Adresse Personnelle :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant local ou à :

Jean Michel CHAIRON à la TP Drulingen  
Michel BASTIAN au SIE de Haguenau